



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

EXPANSION ÉCONOMIQUE À L'ÉTRANGER ET COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR (COFACE)

(Direction des relations économiques extérieures, 1908-1988)

Répertoire numérique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Agents de l'expansion économique à l'étranger.....	7
Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), organisation et fonctionnement.....	7

Référence

B-0068977/1 - B-0068983/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Expansion économique à l'étranger et Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE).

Dates extrêmes

1908-1988

Noms des principaux producteurs

Direction des relations économiques extérieures, bureau 2A (assurance crédit)

Importance matérielle

7 boîtes soit 0,91 mètre linéaire.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 31/05/1990 portant la référence PH 092/90.

Historique du producteur

En 1887, le ministère du commerce et de l'industrie crée en son sein une direction du commerce extérieur, dotée d'attributions relatives au mouvement général du commerce et de la navigation (décret du 11 avril 1887). À l'issue de la Première Guerre mondiale, le ministère la remplace par la direction des accords commerciaux et de l'information économique (décret du 13 mars 1920) qui élargit ses compétences à la réglementation et à la gestion des échanges internationaux de la France. Cette direction reprend la dénomination de direction du commerce extérieur (décret du 1er septembre 1939), avant d'être intégrée au ministère des finances (loi du 30 août 1940), avec un office du commerce extérieur en "service annexe" (loi du 6 août 1940). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la direction du commerce extérieur subit une double transformation : elle est rattachée au ministère de l'économie nationale et refondée en une direction des relations économiques extérieures (DREE), qui regroupe en outre un certain nombre de structures administratives (ordonnance du 23 novembre 1944) : le

service central des licences d'importation et d'exportation, dont les attributions recourent celles de l'ancien Office du commerce extérieur, s'agissant du contrôle de régularité des licences et de la délivrance de visas sur les titres correspondants. Par la suite, ce service sera rattaché à la direction générale des douanes et des droits indirects (décret du 29 mars 1966) ; le service de l'expansion commerciale, devenu en 1945 réseau de l'expansion économique à l'étranger. Il se compose de conseillers et d'attachés commerciaux (loi du 25 août 1919), personnels exerçant leurs fonctions auprès d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire (décrets des 19 avril 1950 et 3 janvier 1980). Ces personnels sont réunis dans des "missions économiques" avec ceux des services financiers à l'étranger attachés à la direction du trésor (décret du 3 mai 2002). Parallèlement existe depuis 1898 un réseau des conseillers du commerce extérieur, constitué de dirigeants d'entreprises investis d'une mission de service public ; le service des importations et des exportations, organisme de contrôle créé au sein du ministère de la reconstitution industrielle à la fin de la Première Guerre mondiale, puis rattaché au ministère des finances (décret du 4 janvier 1920). Annexé à la direction du commerce extérieur par ordonnance du 22 juin 1944, il doit exercer un monopole des échanges en matière de commerce international avec droit de réquisition. Ses opérations commerciales sont gérées sur un compte spécial du Trésor (décret du 22 juin 1944) ; le service de l'assurance-crédit d'État, mis en place en 1928 au ministère du commerce et de l'industrie. La loi de nationalisation de la Banque de France du 2 décembre 1945 ayant autorisé le gouvernement "à provoquer la création d'établissements nouveaux spécialisés dans le crédit à l'exportation ou à l'importation", une société nationale, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) est créée (décrets des 1er juin 1946 et 16 avril 1948). Son rôle est "d'assumer pour le compte de l'État la gestion du service public de l'assurance crédit" (décret du 25 avril 1964), après avis de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur (décret du 4 août 1949), qui doit être présidée par le directeur du Trésor lorsqu'elle attribue la garantie de l'État (décret du 18 mai 1992). De nouvelles missions sont attribuées à la DREE lors de la suppression de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965) : relations avec les importateurs et les exportateurs, mise en œuvre des procédures de financement du commerce extérieur, coordination sur le plan international des procédures d'assurance crédit. La DREE est alors une direction à réseau qui gère son personnel et qui est organisée en trois pôles : les services centraux, les directions régionales du commerce extérieur (DRCE, décret du 6 septembre 1982) et les postes d'expansion économique (PEE). Elle doit coordonner l'action d'organismes dont elle assure la tutelle : la COFACE, privatisée en 1994, le Centre français du commerce extérieur (CFCE) chargé de l'information et de l'assistance aux exportateurs, la Banque française du commerce extérieur (BFCE) ou encore Ubifrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises (décret du 30 janvier 2004). Le directeur de la DREE représente, avec celui du Trésor, le ministre de l'économie et des finances au conseil d'administration de l'Agence française pour les investissements internationaux (décrets des 21 novembre 2001 et 20 février 2002). Par un décret du 15 novembre 2004, elle est absorbée par la DGTPE.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement est constitué, d'une part, de dossiers relatifs à la gestion des agents des postes de l'expansion économique à l'étranger et, d'autre part, d'archives concernant l'organisation et le fonctionnement de la Compagnie française d'assurance pour le commerce

extérieur (COFACE), compagnie d'assurance spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation. Elle est chargée de couvrir tous les risques à l'export (commerciaux, politiques, monétaires, catastrophiques et certains risques dits extraordinaires), afférents à des opérations de nature à contribuer au développement du commerce extérieur de la France ou présentant un intérêt stratégique pour l'économie française à l'étranger.

Indexation

Commerce extérieur

Relations internationales

Gestion du personnel

B-0068977/1 – B-0068979/2

Agents de l'expansion économique à l'étranger.

1908-1981

B-0068977/1

Opérations d'intégration et d'avancement ; intégration et reclassement ; affectations et missions des conseillers commerciaux ; accès aux postes de sous-directeur ; indemnités d'établissement à l'étranger ; création de répartition des emplois ; projet de fusion ; rôles et attributions des conseillers et attachés commerciaux ; répartition des emplois ; nomination dans le cadre de l'expansion économique.

1920-1981

B-0068978/1

Statuts et modifications statutaires.

1940-1964

B-0068978/2

Textes régissant les postes de l'expansion économique.

1908-1950

B-0068979/1

Effectifs et postes.

1943-1982

B-0068979/2

Situation des effectifs et état nominatif des conseillers et attachés commerciaux.

1949-1962

B-0068980/1 – B-0068983/1

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), organisation et fonctionnement.

1945-1988

B-0068980/1

Statut de la COFACE, textes (1945-1987) ; loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du service public (1982-1984) ; modification des statuts relatifs à l'actionnariat de la Compagnie (1985-1988) : loi, décrets, statut, projet de décret, notes, rapport, journal officiel, comptes rendus de réunion, lettres, document de travail, correspondance.

1945-1988

B-0068980/2

Conseil d'administration de la COFACE, renouvellement des membres du conseil d'administration (1976-1987) ; textes législatifs (1984-1985) : décrets, projet de décret, notes, rapports, extrait de journal officiel, correspondance.

1976-1987

B-0068980/3

Déménagement des bureaux de la COFACE à la Défense : note d'information, notes, décisions, demande d'agrément, correspondance.

1985

B-0068980/4

Crédit à l'exportation, interprétation de la notion de soutien public dans le crédit à l'exportation (1976-1981) ; balance des paiements et contrôle des changes (1982-1987) ; encadrement du crédit à l'exportation (1982-1984) ; régulation du crédit à l'exportation (1984-1986) : notes, instructions, règlement, fiche, arrêté, avis, bulletin, compte rendu de réunion, aide-mémoire, questionnaire, télex, correspondance.

1976-1984

B-0068981/1

Mesures d'amélioration de l'assurance-crédit à court terme, travaux du groupe Gavois (1982-1983) ; mise en application de la réforme de la COFACE (1978-1986) ; bilan de la réforme (1984-1985) ; tableaux de bord (1975-1984) ; commerce courant (1985-1986) ; assurance-crédit des biens de consommation (1982-1986) : notes, fiches, comptes rendus de réunion, ordre du jour, tableaux, télex, correspondance.

1975-1986

B-0068981/2

Réformes suite à la modification des statuts de la COFACE, garantie rentabilité pour les économies d'énergie (1986-1987) ; garantie des opérations de compensation (1985-1988) ; financement des avions gros porteurs dit "Accord AIRBUS" (1966-1987) : notes, décision, avis, rapport, fiche, compte rendu de réunion, télex, bordereau d'envoi, correspondance.

1966-1988

B-0068982/1

Mesures diverses, délais constitutifs du sinistre (1987) ; garantie de l'escompte sans recours des créances en crédit fournisseur (1987) ; indemnisation des opérations en devises (1987) ; parts exogènes (1987) ; aménagement des taux de prime applicables aux opérations financées par des bailleurs de fonds internationaux (1987) ; dissociation de la couverture des risques politique et commercial (1986) ; garantie des emprunts obligataires étrangers (1984-1986) ; garantie des marchés de prestation de service (1987) ; produits nouveaux pour le crédit à moyen terme (1987) ; octroi de la garantie de la COFACE aux établissements non résidents (1977-1986) ; évolution des aides à l'industrie (1986-1987) ; ajustement du taux des primes de police (1986-1987) ; problème de la garantie du risque de fabrication en cas de crédits libres (1986-1987) : projet de décret, note d'information, note, fiche, lettre d'information, rapport, tableaux, question de principe, ordre du jour, télex, comptes rendus de réunion, bordereau d'envoi, correspondance.

1977-1987

B-0068982/2

Travaux de l'Inspection Générale des finances sur l'exportation, rapport sur l'amélioration des exportations de commerce courant vers les pays développés (1985) ; note sur les procédures d'assurance et de financement des exportations (1986) ; rapport sur le fonctionnement des procédures d'assurance et de crédit à l'exportation (1974-1975) ; rapport sur les échecs des entreprises françaises dans les exportations de biens d'équipement (1976-1977) ; rapport sur le crédit à l'exportation à moyen et long terme (1972) ; note sur les frais généraux et les méthodes de travail de la COFACE (1965).

1965-1986

B-0068983/1

Relations de la COFACE avec l'administration, rémunération des frais généraux de la COFACE (1981-1986) ; contrôle de la Cour des comptes (1967-1985) ; répartition des compétences entre la DREE et la direction du Trésor (1974-1988) ; relations financières COFACE - État (1983-1988) : décret, référés, notes, lettres, fiches, tableaux, correspondance.

1967-1988